



Ville d'Angoulême
Extrait du registre des délibérations

**Aide à la licence sportive - Versement de subventions auprès
des clubs sportifs**

DE20161212_29	Conseil municipal du 12 décembre 2016
Rapporteur : Patrick BOURGOIN	Télétransmise à la Préfecture le 15 DEC. 2016 Affichée le 15 décembre 2016

L'an deux mille seize, le douze décembre à 18 heures 00, les membres du Conseil municipal se sont réunis à l'Hôtel de ville suivant la convocation qui leur a été adressée par M. le Maire en application des articles L 2121.9, L 2121.10 et L 2121.12 du Code Général des Collectivités Territoriales

Date de convocation : 1 décembre 2016

Membres présents :

M. BONNEFONT, M. CAZENAVE, Mme GARCIA, M. YOU, M. VERGNAUD, M. ELIE, Mme VOUVET, M. GUITTON, Mme LAGRANGE, M. BOURGOIN, Mme DE MAILLARD, M. MONIER, Mme WILLAUMEZ-GUILLEMETEAU, Mme FAVE, M. MARQUET, M. BOUAZZA, Mme BOUTTEMY, M. GATELLIER, Mme FRANÇOIS-ROUGIER, Mme ARLLOT, M. PIERRE-JUSTIN, Mme DUBOIS, M. POUSSET, M. OZDEMIR, Mme BIDOIRE, Mme MACULA, M. ACHARKI, M. CHUPIN, Mme LAÏRI, M. JUIN, M. BOUAZZA, M. PAIN, M. BOUCHAUD, Mme RICCI, Mme PEREZ, Mme COUTANT, M. SARDIN

Ont donné procuration :

- M. DEBROSSE à M. BOURGOIN
- Mme CHAUVET à M. MARQUET
- Mme LASBUGUES à Mme WILLAUMEZ-GUILLEMETEAU
- Mme SERRALHEIRO à Mme MACULA
- Mme BOURGOGNE à Mme DE MAILLARD
- M. LAVAUD à Mme PEREZ

Président de séance : M. Xavier BONNEFONT

Secrétaire de séance : M. Gérard MARQUET

Certifié exécutoire
Pour le Maire,
Le(La) Directeur(rice)
Général(e)
Adjoint(e)


Arnaud LATOUR
Directeur Général Adjoint

Aide à la licence sportive - Versement de subventions auprès des clubs sportifs

Sports
id : 1594

Conseil municipal
12 décembre 2016

29

Rapporteur : Patrick BOURGOIN

Par délibération n°288 du Conseil Municipal du 15 décembre 2009, la Ville a souhaité mettre en place un dispositif d'aide à la licence sportive destiné aux jeunes Angoumoisins.

Cette aide financière est conditionnée au quotient familial calculé par la CAF (Caisse d'Allocations Familiales). Les seuils d'accès au dispositif prennent en compte les ressources des familles et le nombre de personnes à charge. Ces seuils d'accès sont révisés chaque année en fonction de l'évolution du SMIC.

L'aide à la licence a pour objectif de permettre aux jeunes scolarisés en école primaire (maternelle et élémentaire) et au collège d'accéder à une pratique sportive de leur choix dans un club angoumoisins.

Le dispositif peut être étendu aux clubs sportifs situés en dehors de la commune dans le cas où aucune association sportive de la Ville ne propose la discipline choisie par l'enfant dans sa tranche d'âge (exemple : football féminin). L'activité danse est intégrée à l'aide à la licence lorsqu'elle est pratiquée dans un cadre associatif.

Dans l'hypothèse où le montant de la cotisation et de la licence est inférieur ou égal à 50 €, la collectivité prend en charge la totalité du coût. Au-delà de 50 €, la prise en charge est de 75% du coût avec une participation minimale de 50 € et une participation maximale fixée à 100 €.

Le montant de l'aide apportée aux familles est déduit du coût de l'inscription et compensé par l'attribution d'une subvention du même montant à destination de l'association sportive concernée.

Aussi, il est proposé d'approuver ce programme de participation financière d'aide à la licence sportive pour les associations précisées en annexe.

La dépense en résultant d'un montant de 1 197,50 € est inscrite au budget principal de la Ville.

Après en avoir délibéré, le Conseil, à l'unanimité, adopte la proposition du rapporteur.

Fait et délibéré au Conseil Municipal
ledit jour
12 décembre 2016
Pour extrait conforme,
P/Le Maire,
l'Adjoint



Pour le Maire,
François ELIE
Adjoint délégué
aux Ressources Humaines
Qualité du service public
Évaluation des politiques publiques

Conformément aux dispositions du code de justice administrative, le Tribunal administratif de Poitiers peut être saisi par voie de recours formé contre une délibération du Conseil municipal pendant un délai de 2 mois commençant à courir à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- 2 mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale.

